

AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI: NWS 11/41/95 - ÉFAI -

NOUVELLES HEBDOMADAIRES
Informations à l'attention du public

24 février 1995

ALGÉRIE

Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête indépendante

Index AI: MDE 28/WU 03/95

Pour diffusion immédiate

Amnesty International a exhorté les autorités algériennes à garantir qu'une enquête indépendante sera menée dans les meilleurs délais pour établir les circonstances dans lesquelles de très nombreux détenus ont été tués, la semaine dernière, dans la prison de Serkadji.

« Les résultats de l'enquête et les noms de tous ceux qui ont été tués doivent être rendus publics dès que possible », a déclaré l'Organisation.

Les autorités algériennes ont annoncé que 96 détenus et quatre gardiens de prison avaient été tués, les 22 et 23 février, lors d'une mutinerie dans la prison. Cependant, selon d'autres sources, le nombre de détenus tués par les forces de sécurité à l'intérieur de l'établissement pourrait être supérieur à celui annoncé jusqu'à présent.

Par ailleurs, aucune enquête publique n'a été menée à la suite d'une autre mutinerie, survenue les 14 et 15 novembre 1994 dans la prison de Berrouaghia, au cours de laquelle des détenus auraient également été tués par des membres des forces de sécurité.

Amnesty International a demandé à plusieurs reprises que des enquêtes publiques et indépendantes soient ouvertes sur les informations faisant de plus en plus souvent état de graves violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de sécurité algériennes, notamment des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des mauvais traitements à l'encontre de prisonniers souvent détenus illégalement au secret pendant de longues périodes.

« Tant que les autorités algériennes ne seront pas prêtes à mener des enquêtes publiques et indépendantes sur les violations des droits fondamentaux perpétrées par leurs forces de sécurité, leur engagement déclaré de respecter les droits de l'homme continuera de sonner creux », a souligné l'Organisation.

Amnesty International est consciente du niveau élevé de la violence exercée par les groupes islamistes armés en Algérie et condamne avec force les nombreux homicides de civils perpétrés sans relâche par ces groupes.

« Les groupes islamistes armés doivent cesser de telles pratiques. Leurs dirigeants politiques, au lieu de tenter de légitimer ces actes, doivent sommer clairement et sans équivoque ces groupes d'y mettre fin, de telles atrocités ne pouvant jamais être justifiées », a déclaré l'Organisation I

RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE

Les personnes enlevées il y a deux ans ne doivent pas être oubliées

Index AI: EUR 70/WU 01/95

Il y a deux ans, à la même date (27 février), plus de 20 citoyens serbes et monténégrins ont "disparu" d'un train qui traversait pendant une courte durée une portion du territoire bosniaque sous contrôle des forces serbes de Bosnie.

Amnesty International exhorte de nouveau aujourd'hui les autorités de la République fédérative de Yougoslavie et les dirigeants politiques et militaires serbes de Bosnie à enquêter sur l'enlèvement de ces passagers et à traduire les responsables en justice.

Le 27 février 1993, 20 Musulmans et un officier de l'armée yougoslave à la retraite, d'origine croate, circulaient dans le train assurant la liaison entre la capitale yougoslave, Belgrade, et la ville monténégrine de Bar. Des hommes armés les ont forcés à sortir du train – à bord duquel se trouvaient également des membres des forces de police serbes – alors que ce dernier traversait une zone du territoire bosniaque contrôlée par les forces serbes de Bosnie. On ne les a pas revus depuis.

En octobre 1992, lors d'une affaire analogue, 17 Musulmans (dont une femme) qui circulaient en bus avaient été enlevés par des hommes masqués et armés opérant sur une portion du territoire bosniaque sous contrôle serbe. Le sort des 38 personnes enlevées en ces deux occasions demeure inconnu.

« Les familles des "disparus", maintenues depuis si longtemps dans l'ignorance cruelle du sort de leurs proches, devraient connaître toute la vérité et les responsables de ces crimes devraient être traduits en justice », a déclaré Amnesty International.

Des responsables yougoslaves, serbes et monténégrins, ainsi que Radovan Karadzic, le représentant des Serbes de Bosnie, se sont engagés publiquement à enquêter sur ces "disparitions", mais on ne connaît toujours pas la vérité sur ces événements.

En juillet 1993, des responsables serbes de Bosnie auraient envoyé une déclaration au ministère serbe de l'Intérieur selon laquelle les enlèvements de février 1993 « étaient l'œuvre de membres d'un groupe paramilitaire opérant dans la région de Rudo et de Visegrad, [groupe se trouvant] hors du contrôle de l'armée et de la police ».

Dans leur déclaration, ces responsables serbes de Bosnie affirmaient qu'ils étaient en possession « d'éléments fondés » selon lesquels ce groupe aurait été « manipulé et incité à commettre ces actes par des services secrets étrangers pour donner une image satanique de la nation serbe aux médias ». D'après la déclaration, le groupe aurait été « démantelé et certains de ses membres arrêtés aux fins de l'enquête ». Cependant, les résultats de ces investigations n'ont jamais été rendus publics.

Une commission yougoslave mise en place en octobre 1992 et une commission parlementaire monténégrine établie en février 1993 n'ont pas fourni d'informations complémentaires. La commission parlementaire a reconnu l'année dernière que plusieurs responsables yougoslaves, serbes et monténégrins n'avaient même pas répondu à ses demandes d'information et qu'il y avait des raisons de croire que certains d'entre eux étaient en possession de renseignements qu'ils n'étaient pas disposés à transmettre.

Amnesty International relève que l'un des hommes dont le nom a été mentionné publiquement par le président de la Yougoslavie et dans la presse, en relation avec les "disparitions", a été arrêté et libéré à deux reprises, en 1992 et 1993, mais que les enquêtes ouvertes à son sujet ne concernaient pas des charges liées aux enlèvements. Cet homme a été arrêté une troisième fois en avril 1994, à Belgrade, mais il a été remis en liberté à la fin du mois. Le président yougoslave a déclaré qu'il avait été impossible de réunir des preuves contre lui.

Cependant, Amnesty International note également que les noms de plusieurs témoins des enlèvements ont été publiés dans la presse. Immédiatement après sa libération, l'homme susmentionné aurait été arrêté de nouveau et remis aux Serbes de Bosnie qui, selon le président yougoslave, l'ont libéré l